

# Points de mire



## Vers la régionalisation du conflit somalien ?

**Par Sonia Le Gouriellec.**  
Doctorante en sciences politiques à l'université Paris Descartes.

En juillet 2010, deux attentats revendiqués par le groupe islamiste somalien Al Shebab (la jeunesse) font 74 morts dans la capitale ougandaise. Kampala semble être puni pour avoir fourni des troupes à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et pour accueillir un contingent de soldats somaliens formés par les Européens (EUTM Somalia). Ce qui frappe est toutefois l'élargissement du champ d'action des islamistes. L'insécurité croissante dans cette zone découle d'un ensemble de facteurs conflictuels : pauvreté, politique ethnique, État faible ou failli, régimes forts... On constate aussi une interconnexion régionale de la violence politique, formant ce qu'il est possible d'appeler un complexe conflictuel régional (CCR), défini comme un «ensemble de conflits transnationaux dont les liens se renforcent mutuellement au sein d'une région donnée, ce qui aboutit à des conflits plus longs et plus difficiles à résoudre» (Barnett Rubin).

### Le fiasco somalien

La faillite de l'État somalien est connue et le débordement régional est ancien. En effet, en 1960 l'accession à l'indépendance du Somaliland et de la Somalia suivie de leur unification suscite de violentes revendications nationalistes en faveur de la réunification avec les trois autres régions habitées par les Somali (Ogaden, Djibouti et nord-est du Kenya). Elles sont contenues à Djibouti et au Kenya, mais débouchent sur une guerre avec l'Éthiopie en 1977, à l'issue de laquelle la Somalie est battue en raison d'un retournement d'alliance de l'Union soviétique. En 1991, l'État somalien sombre et aucune tentative d'instauration d'un pouvoir central ne s'impose.

Parallèlement, une véritable poussée de l'islamisme dans la Corne de l'Afrique et son voisinage se produit. En octobre 1993, dix-huit soldats américains sont tués à Mogadiscio lors d'une attaque attribuée à des terroristes islamistes. En effet, à la chute de Siyad Barre, le pillage des aides alimentaires s'organise au profit des milices armées et l'ONU doit se retirer du Sud le 10 septembre 1991. La guerre entraînant une famine, les États-Unis décident d'intervenir à la demande de l'ONU le 9 décembre 1992. Ils quittent le pays près de trois mois plus tard le 25 mars 1993, avant la venue des forces d'intervention de l'ONU (ONUSOM). Cinq ans plus tard des terroristes, venus notamment de

Somalie, frappent de nouveau la région en faisant exploser une bombe dans les ambassades américaines de Nairobi au Kenya et de Dar es Salam en Tanzanie. En octobre 2000, l'USS-Cole est attaqué par des terroristes du Yémen. En octobre 2002, c'est le pétrolier français, Le Limburg, qui est pris pour cible. Enfin, en novembre 2002, des membres d'Al Qaïda attaquent un hôtel et tentent d'abattre un avion de ligne israélien avec un missile près de Mombassa au Kenya. La communauté internationale, les États-Unis en tête, s'inquiètent de voir la Somalie devenir une base arrière pour Al Qaïda. L'implantation du mouvement en Somalie et sa diffusion s'expliquent par la porosité des frontières et l'importance des réseaux transfrontaliers qui se jouent des régimes de la région trop vulnérables pour engager une épreuve de force sécuritaire. Les conflits de la région se nourrissent, s'attisent et se diffusent ainsi par les réseaux transfrontaliers liés aux trafics d'armes, aux incursions extérieures, aux réfugiés et aux diasporas.

Néanmoins, le mouvement des Shebab ne génère pas l'adhésion totale de la population, même s'il a réussi à se faire passer pour un mouvement de résistance opposé à la coalition Éthiopie / Gouvernement Fédéral de Transition (GFT). La formation du GFT en octobre 2004 dirigé par Abdullahi Yusuf connu pour son anti-islamisme et soutenu par l'Éthiopie a paradoxalement renforcé les tribunaux islamiques (TI) nés en 1993. Ces tribunaux répondaient à un besoin sécuritaire en tentant d'établir l'ordre public dans les zones contrôlées par les chefs de guerre. La crainte d'une intervention étrangère les a poussés à s'allier aux leaders islamiques, et lorsqu'ils sont chassés du pouvoir en décembre 2006, les extrémistes initialement marginaux au sein des tribunaux ont alors prospéré avec la naissance du mouvement insurrectionnel.

Aujourd'hui l'inquiétude vient de la lenteur du processus de paix plutôt que de l'implantation des islamistes. Si le processus de transition actuel devait échouer il faut craindre que l'absence de projet politique durable permette aux mouvements extrémistes de se présenter comme la seule alternative viable auprès d'une population en attente de stabilité.

### Les ingérences régionales

De plus, la Somalie est devenue un champ de bataille entre Addis Abeba et Asmara, même si l'hostilité entre les deux pays n'est pas à l'origine de la crise actuelle. Pays limitrophe de la Somalie, l'Éthiopie (officiellement majoritairement chrétienne) est inquiète de la montée de l'islamisme dans la région. Elle abrite de fortes mi-

norités Somalis, dont l'irréductibilité est susceptible de se conjuguer à des exigences religieuses. Dans ce contexte Addis Abeba craint un rapprochement entre les intégristes somaliens et les différentes insurrections nationales qu'elle tente de juguler (Front de Libération National de l'Ogaden à l'Est, Front de Libération Oromo au Sud). Le gouvernement éthiopien aide par conséquent au renforcement des effectifs somaliens à la frontière et a effectué des interventions limitées pour soutenir le GFT. L'Éthiopie est prête à attaquer et détruire tout régime hostile qui pourrait émerger en Somalie du Sud. Le soutien éthiopien au GFT a toutefois sapé la crédibilité du gouvernement intérimaire auprès des Somaliens, qui considèrent qu'il répond plus à des priorités étrangères.

Quant à l'Érythrée, la logique qui anime sa politique somalienne depuis la guerre érythro-éthiopienne (1998-2000) est simple : les ennemis de mes ennemis sont mes amis. Le facteur éthiopien joue à double titre : il s'agit à la fois d'affaiblir le gouvernement de Meles Zenawi, premier ministre éthiopien depuis 1995, et de contrecarrer ses supposées ambitions hégémoniques dans la région. La préoccupation éthiopienne n'est cependant pas exclusive. La crise que traversent les relations érythro-américaines est également à prendre en compte. Les Érythréens cherchent à s'affirmer en tant qu'acteur régional indépendant. Ils n'hésitent pas à héberger les islamistes et à leur procurer des armes devenant une véritable plaque tournante du trafic d'armes, ou à tenter de déstabiliser Djibouti (où se tenaient les négociations de paix) en déclenchant une guerre frontalière en avril 2008. De même, d'après l'organisation Human Right Watch, le Kenya, aurait quant à lui contribué au recrutement de Somaliens dans les camps de réfugiés pour qu'ils deviennent des combattants en Somalie. Au total, la crise somalienne est donc entretenue en partie par des rivalités et des politiques qui la dépassent : ceci rend la situation d'autant plus complexe et ingérable.

## Qui s'engagera dans le borbier somalien ?

L'intervention des puissances extérieures en Somalie s'est souvent avérée contre-productive pour restaurer la sécurité. C'est pourquoi, selon le processus de Djibouti de 2008 les pays voisins de la Somalie ne peuvent pas envoyer de troupes dans le pays. Fin février 2007, le Conseil de sécurité des Nations Unies autorise l'AMISOM (5250 soldats). Néanmoins elle est trop faible et manque de moyens, de connaissances et d'objectifs clairs, comme l'UNISOM auparavant. De plus seuls l'Ouganda et le Burundi ont envoyé des troupes soit la moitié des effectifs prévus. La mission était envisagée comme une opération transitoire jusqu'au déploiement d'une force onusienne. Or aucune des étapes prévues par le mandat de la mission n'a été réalisée, ni la stabilisation de la situation à Mogadiscio ni la consolidation de la stabilisation d'autres régions du Sud. Le mandat même de la mission l'exposait dès le départ

aux attaques des insurgés puisqu'elle devait protéger les institutions fédérales de transition, elles-mêmes contestées. La seule solution envisagée est un renforcement des effectifs de l'AMISOM et son remplacement à court terme par une intervention multinationale agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte de l'ONU ou une opération de maintien de la paix onusienne.

## Des projets politiques inadaptés

Les similitudes avec l'Afghanistan sont troublantes. La stratégie de contre insurrection montre ses limites. Mais la particularité des islamistes somaliens est qu'ils ont du mal à consolider leur unité et à transcender les clivages claniques. En outre les Somaliens pratiquent traditionnellement un Islam modéré qui recoupe l'organisation clanique de la société et s'ajoute aux cultes païens traditionnels. Donc le projet global des islamistes radicaux ne semble pas convenir à une société où la tradition pastorale est encore forte.

Cela pose également des difficultés à l'implantation d'un État. De fait de nombreuses questions restent à résoudre. Pourquoi vouloir à tout prix reconstruire (construire ?) des structures étatiques dans une société segmentée qui n'a jamais accepté l'existence d'un pouvoir central ? Le nationalisme a tellement marqué l'histoire postcoloniale du pays que la question de l'État et de son articulation avec la segmentation clanique de la société a été occultée. Pourquoi vouloir greffer un système qui n'a pas de sens dans cette société ? Pourquoi vouloir mettre en place un pouvoir basé sur la représentation proportionnelle des clans alors que les alliances claniques sont conjoncturelles ?

Le pouvoir politique est présent à chaque niveau de la société, le monopole de la violence légitime par l'État n'a donc aucun sens pour les Somaliens et encore moins après l'expérience de S. Barré. L'expérience étatique totalitaire et le « socialisme scientifique » de Barré avaient en effet comme objectif d'effacer le tribalisme, centraliser le pouvoir et étatiser l'économie. Ainsi sous son régime il était formellement interdit de demander à quelqu'un son appartenance clanique. Mais l'État a perdu toute légitimité dans les années 1980 lorsque le régime soi-disant anti-clanique joua de ces clans et bafoua les valeurs traditionnelles pour vaincre l'insurrection des Issaq.

## Pour en savoir plus

<http://www.operationspaix.net/AMISOM>  
<http://conflits.revues.org/index78.html>  
<http://www.cfr.org/publication/21421/somalia.html>  
<http://goodmorningafrika.blogspot.com/2010/07/des-tribunaux-islamiques-al-shabaab.html>  
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea\\_0008-0055\\_1997\\_num\\_37\\_146\\_3520](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_0008-0055_1997_num_37_146_3520)